

## **BGE 59 II 331**

Bundesgericht (BGE), 1933-01-01, DE

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge\\_59\\_II\\_331](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_59_II_331)

FR: ATF 59 II 331

IT: DTF 59 II 331

### **Volltext**

330 Erfindungsschutz. No 49. Patentanspruch vor den üblichen Worten: « dadurch gekennzeichnet » stehen, als schon bekannt und nicht zum Wesen der Erfindung gehörend zugegeben werden und dass das Wesen der Erfindung im Patentanspruch erst in den Worten zum Ausdruck kommt, die jenem « dadurch gekennzeichnet » folgen. Endlich hat die Klägerin die Behauptung möglicherweise doch schon vor der Vorinstanz aufgestellt, vielleicht in ihrem mündlichen Vortrag, über den ein Protokoll nicht vorliegt. Allein die Verbindung der beiden Platten, dergestalt, dass die Wärmeübertragung durch Leitung zwischen den beiden Platten eine möglichst geringe ist, kann keinen Erfindungsschutz geniessen. Im Hauptanspruch des Patentes ist überhaupt nur das Problem, die Aufgabe, die sich der Erfinder gestellt hatte, angegeben, nicht aber die Ausführung. Es frug sich gerade, welche Verbindung eine möglichst geringe Wärmeübertragung durch Leitung verbürge. Im Unteranspruch I wird dann freilich gesagt, dass die als Schirm dienende Platte durch Bolzen mit kleinem wärmeleitendem Querschnitt mit der Standplatte verbunden sei. Für diese Verbindung mittelst dünner Bolzen gilt jedoch, was die Vorinstanz schon in Bezug auf die Verwendung zweier Platten ausgeführt hat: Sie war vorher schon an gewöhnlichen Ofentüren zu sehen gewesen. Jedenfalls entbehrt sie der Erfindungshöhe. Wenn die untere Platte ihre Bestimmung, als Schirm der Unterlage (z. H. des Holztisches) zu dienen, erfüllen sollte, lag auf der Hand, dass sie selbst durch Wärmeleitung möglichst wenig erhitzt werden durfte, und wenn eine Erhitzung der Schirmplatte vermieden werden musste, war weiterhin für jeden Handwerker, ja sogar für einen Schüler der Sekundarschulstufe klar, dass keine ausgedehnte Verbindung der beiden Platten vorhanden sein durfte, sondern lediglich kleine Stäbe mit möglichst geringem Durchschnitt. Die Verwendung solcher Bolzen lag deshalb nahe, weil die Verwendung einer stark wärmeleitenden Verbindung den beabsichtigten Urheberrecht. No 50. 331 Zweck völlig vereitelt hätte, und es erscheint auch dem technisch nicht besonders Gebildeten als selbstverständlich, dass es zur Ausschaltung dieses Nachteiles nur einer ganz einfachen und naheliegenden Überlegung bedurfte. 3 ... Demnach erkennt das Bundesgericht: Die Berufung wird abgewiesen und das Urteil des Handelsgerichtes des Kantons St. Gallen vom 21. März/ 22. April 1933 wird bestätigt. VII. URHEBERRECHT DROIT D'AUTEUR 50. Arrêt de la Ire Section civile du 17 juillet 1933 dans la causa Steenworden contre Société des Auteurs, Compositeurs et Editeurs de musique. ] . Il suffit que l'autorisation de transposer un morceau de musique au gramophone ait été donnée par l'ayant droit, en vertu d'une licence obligatoire ou conventionnelle, pour que le fabricant ou les acquéreurs de ces disques puissent les faire entendre en audition publique, sans qu'il soit besoin pour cela d'une nouvelle autorisation ni d'une taxe spéciale (consid. 2). 2. Ce principe prévaut contre toute convention contraire ; il est applicable même aux disques fabriqués à l'étranger (consid. 3 et 4). Art. 9, 12, 17 sq. et notamment 21, 67 & I. 1 de la loi fédérale du 7 décembre 1922 sur le droit d'auteur. - Art. 13 de la convention de Berne du 9 septembre 1896, révisée à Berlin le 13 novembre 1908.

A. - Henri Steenworden, qui exploite un cafe-brasserie a Geneve, fait executer journallement, depuis janvier 1932, des concerts gratuits au moyen de disques de gramophone, dont le son est amplifie par des appareils ad hoc;. Les reuvres jouees appartiennent au repertoire" de la SocieM des Auteurs, Compositeurs et Editeurs de Musique. 332 Urheberrecht. NO 50. En mars 1932, cette sociere a reclame a Steenworden le paiement de droits d'auteur et lui a interdit de continuer a faire entendre lesdites reuvres. Steenworden ayant passe outre, elle l'a assigne devant la Cour de Justice civile de Geneve .... E. - Par arret du 10 mars 1933, la Cour a admis la demande dans son principe. Les motifs de cet arret peuvent etre resumes comme il suit: ... Au tondo Steenworden reconnaissant que les dIsques qu'il joue sont de fabrication etrangere, il ne peut pretendre au benefice de la licence obligatoire prevue par les art. 17 et 18 de la loi federale, ladite licence ne pouvant etre obtenue que par des fabricants ayant un etablissement en Suisse. C'est a tort egalement qu'il parle d'une licence conventionnelle en invoquant la deuxieme phrase de l'art. 21 1. f. Pour etre au benefice de cette licence, il devrait etablir que l'auteur de l'oeuvre ou ses ayants causa ont donne volontairement l'autorisation d'execution publique en Suisse. Or il n'a pas meme tente de rapporter cette preuve. D'apres tout le systeme de la lüi suisse, il existe, au profit de l'auteur d'une reuvre, deux droits superposes et distincts: celui d'autoriser la reproduction ou l'adaptation et celui d'autoriser l'execution publique de son reuvre, meme apres qu'elle a ere adaptee a un instrument mecanique. Or la taxe speciale dont sont greves les disques vendus en Suisse ne se rapporte qu'au premier de ces droits. En acquittant cette taxe, l'acheteur suisse d'un disque etranger acquiert le droit d'utiliser cet instrument pour son usage prive, mais II n'est pas dispense de payer un droit d'auteur s'il veut le faire entendre en public. F. - Par acte depose en temps utile, Steenworden a recouru en reforme au Tribunal federal en reprenant ses moyens et ses conclusions liberatoires. G . . - La demanderesse conclut au rejet du recours avec suite de frais et de depens. Urheberrecht. N° 50. 333

Oonsiderant en droit : • 2. - Suivant la loi federale du 7 decembre 1922 sur le droit d'auteur (art. 12), le monopole de l'auteur d'une composition musicale se subdivise en quelques « droits partiels», parmi lesquels il y a lieu de citer le droit exclusif de reproduire l'oeuvre par n'importe quel procede (droit de reproduction ou d'adaptation), et celui de reciter, presenter, executer ou exhiber l'oeuvre publiquement (droit d'execution publique). L'art. 13 precise que le droit de reproduction implique celui d'adapter l'oeuvre a des instruments mecaniques servant a la reciter ou a l'executer materiellement. Parmi ces instruments, il n'est pas conteste qu'il faut faire rentrer les disques de gramophone. Les droits ci-dessus mentionnes sont transmissibles. C' est le cas notamment du droit de reproduction ou d'adaptation. L'auteur ou ses ayants cause peuvent, en effet, donner « licence )) a un tiers d'adapter l'oeuvre a un des instruments susdits. La licence peut etre volontaire, c'est-a-dire resulter du libre accord des parties. Mais elle peut aussi etre obligatoire, suivant les termes de l'art. 17 de la loi qui a la teneur suivante: Toute personne possedant un etablissement industriel en Suisse a le droit de requerir, contre paiement d'une indemnité equitable, l'autorisation d'adapter une oeuvre musicale a des instruments servant a l'executer mecaniquement, lorsque l'auteur de l'oeuvre a deja donne une autorisation de ce genre, soit pour la Suisse, soit pour l'etranger . . . Les conditions et les modalites de la licence obligatoire sont reglees par les art. 17 sq. Mais, que soit la cause du transfert - licence volontaire ou licence obligatoire - il importe d'examiner les consequences de cette operation quant a l'etendue des droits transmis. Apremiere vue, on pourrait supposer que, pour chacun des « droits partiels» composant le 334 Urheberrecht. No 50. droit d'auteur dans son ensemble, il faut un acte d'alienation special, et que le transfert de l'un n'entraine pas ipso jure le

transfert de l'autre. En d'autres termes, on pourrait être tenté de croire que la licence donnée pour l'adaptation de l'œuvre au gramophone n'implique pas encore licence de l'exécuter en public au moyen des disques ainsi fabriqués. Tel est bien la règle générale formulée à l'art. 9 de la loi. Mais cette règle comporte une dérogation importante, prévue à l'art. 21. Dans sa première phrase, cet article dispose en effet : Lorsque l'adaptation d'une œuvre à des instruments mécaniques est faite conformément aux art. 17 et 18, cette œuvre peut être exécutée publiquement, au moyen desdits instruments. Au vu de ce texte clair, il ne saurait y avoir aucun doute que celui qui a acquis, en vertu d'une licence obligatoire, le droit d'adapter une œuvre musicale au gramophone, obtient, par la même, la faculté de faire entendre publiquement ces disques en Suisse. Il peut aussi les vendre et transférer ainsi à l'acheteur ce droit d'exécution publique. L'auteur n'a aucun moyen de s'y opposer. Mais la question qui se pose en l'espèce est de savoir s'il en est de même lorsque la reproduction (adaptation) a eu lieu non pas en vertu d'une licence obligatoire, mais en vertu d'une licence volontaire (conventionnelle). Cette question - que la Cour de cassation fédérale a déjà soulevée, mais non tranchée, dans son arrêt du 31 mai 1932 en la cause Levy-Lansac - doit être résolue à la lumière de l'art. 21, seconde phrase. Venant droit après l'énoncé des droits qui compétent au bénéficiaire de la licence obligatoire (suivant l'art. 21, 1<sup>re</sup> phrase précitée), cette disposition ajoute : Il en est de même lorsque l'une des personnes auxquelles il appartient, conformément aux art. 17 ou 18, d'accorder l'autorisation, l'a donnée volontairement. D'après la Cour cantonale, l'« autorisation » dont il est parlé ici serait l'autorisation (expressément donnée par Urheberrecht. No 50. 335 l'auteur Oll' ses ayants cause) d'exécuter l'œuvre en public. Mais, s'il en était ainsi, l'art. 21, seconde phrase, signifierait simplement qu'une personne est libre d'exercer un droit qui lui a été cédé par son titulaire ; en d'autres termes, cette disposition ne ferait qu'exprimer une chose qui va de soi et constituerait, par conséquent, une inutile tautologie. En réalité, cette seconde phrase de l'art. 21 est l'exact pendant de la première. Comme on l'a déjà relevé, l'une se rapporte à la licence obligatoire, tandis que la seconde a trait à la licence conventionnelle. Mais, dans les deux cas, l'objet immédiat de la licence est identique : c'est le droit de reproduction ; et la conséquence du transfert est la même : l'autorisation d'adapter l'œuvre aux instruments mécaniques entraîne ex lege le droit de l'exécuter publiquement au moyen desdits instruments. C'est ce qui résulte à l'évidence du texte allemand, dans lequel il est bien précisé que l'autorisation donnée volontairement est l'autorisation d'adapter l'œuvre, et non pas directement celle de l'exécuter (« Gleiches gilt für den Fall, dass eine der Personen, bei denen gemäss Art. 17 oder 18 die Erlaubnis für die Übertragung einzuholen ist, diese freiwillig gestattet hat »). Cette formule exprime clairement la volonté d'assimiler les effets de la licence volontaire à ceux de la licence obligatoire, pour protéger l'auteur d'instruments tels que des disques de gramophone et empêcher qu'en cédant à autrui le droit de reproduire son œuvre mécaniquement, le compositeur ne puisse ôter à cette cession une grande partie de son intérêt. Bref, d'après la seconde phrase de l'art. 21, il suffit que l'autorisation de transposer un morceau de musique au gramophone ait été donnée volontairement par l'ayant droit pour que le fabricant ou les acquéreurs des disques puissent faire entendre ceux-ci en audition publique, sans qu'il soit besoin pour cela d'une nouvelle autorisation ni d'une taxe spéciale. 336 Urheberrecht. No W. 3. - A vrai dire, on peut se demander si toute licence volontaire de cette portée-là, ou si les conventions contraires ne doivent pas être réservées, et si l'application de l'art. 21 seconde phrase, ne doit pas être restreinte aux personnes qui eussent été en droit de se mettre au bénéfice d'une licence obligatoire, soit aux fabricants ayant un établissement en Suisse et leurs ayants cause

(BERETTA, *La Riproduzione meccanica dei suoni*, n° 81, p. 98). Mais ces deux questions doivent être résolues par la loi négative. En ce qui concerne la loi première, tout d'abord, on vient de voir que l'art. 21 assimile complètement les effets de la licence volontaire aux conséquences de la licence obligatoire. Or l'auteur n'ayant pas les moyens de restreindre celles-ci par convention, il ne peut pas davantage, à l'égard de l'acquéreur suisse, limiter au droit de reproduction (à l'exclusion du droit d'exécution publique) les effets de la licence volontaire. Sur le second point, il y a lieu d'observer que si la deuxième comme la loi première phrase de l'art. 21 attribue manifestement les conséquences qu'on vient de voir à l'autorisation d'adaptation, en revanche il n'y est pas dit qu'en cas de licence volontaire cette autorisation doit être donnée aux mêmes personnes, soit exclusivement aux fabricants qui possèdent un établissement en Suisse et pourraient exiger la licence obligatoire conformément aux art. 17 sq. Nulle part, dans les travaux préparatoires de la loi, il n'est question de cette restriction (voir l'annexe, à l'art. 20 du projet ; Bull. C. E. 1920 p. 407 et 408; C. N. 1922 p. 291), et les jurisconsultes suisses l'écartent en général résolument (BUSER et BOLLHA. à l'Assemblée des juristes suisses de 1932 ; ZSR 1932 p. 195 80, 200 80, et 651 80). Il en est de même des auteurs allemands, dont l'opinion sur ce point n'est pas sans utilité pour l'interprétation de la loi suisse, attendu que l'art. 21 l. f. reproduit fidèlement la matière du § 22 80 de la loi impériale allemande du 22 mai 1910 (cf. WENZEL-GOLDBAUM, *Urheberrecht*. No 50. 337 recht, 2e éd., p. 194/195; ALLFELD, *da.*; *Urheberrecht ...*, 2e M., p. 252). Les conséquences que l'art. 21 l. f. attache à la licence volontaire ne sont donc pas limitées aux cas où la licence est accordée à un industriel ayant un établissement en Suisse. 4. - En l'espèce, les deux parties sont d'accord pour dire que les disques dont il s'agit ont été fabriqués à l'étranger au vu d'une licence donnée par l'étranger. La demanderesse n'a pas allégué que ce fut une licence obligatoire étrangère, dont les effets ne seraient pas régis par l'art. 21 l. f. On doit donc tenir pour constant qu'il s'agissait d'une licence conventionnelle, et la question qui se pose encore est de savoir si les effets que l'art. 21 attache à cette licence sont opposables aux étrangers. Cette question doit incontestablement être résolue par l'affirmative au vu de l'art. 67 al. 1 l. f., lequel a la teneur suivante : Le droit exclusif, conféré aux auteurs d'œuvres musicales par l'art. 13 de la convention de Berne révisée du 13 novembre 1908, d'autoriser l'adaptation de leurs œuvres à des instruments mécaniques, ainsi que l'exécution publique des mêmes œuvres au moyen de ces instruments est soumis aux restrictions prévues par les articles 17 à 21 de la présente loi. Vainement prétendrait-on que l'article 21 l. f., tel qu'il vient d'être interprété, serait en contradiction avec l'art. 13 de la convention de Berne du 9 septembre 1896 révisée à Berlin le 13 novembre 1908 et à Rome le 2 juin 1928. Au point de vue interne, en effet, les conventions internationales n'ont pas d'autre valeur qu'une loi quelquefois régulièrement votée et promulguée (RO 49 I p. 196). Si donc il y avait opposition entre une loi fédérale et une convention internationale réglant le même objet, la convention ne devrait pas forcément être préférée à la loi. L'une et l'autre ayant une portée identique au 338 *Urheberrecht*. No 50. point de vue législatif interne, leur opposition devrait être résolue comme une opposition entre deux textes de loi contradictoires, en vertu de la maxime *lex posterior derogat priori*. Conformément à cette maxime, le traité récent abroge *ipso jure* les dispositions contraires de la loi antérieure et, inversement, la loi récente paralyse l'application en Suisse des dispositions contraires d'un traité plus ancien (FLEINER, *Schweizer. Bundesstaatsrecht*, p. 75R). Or la loi fédérale du 7 décembre 1922 est postérieure à la convention de Berne révisée à Berlin. Si donc il y a divergence entre l'art. 13 de la convention et l'art. 21 l. f., c'est celui-ci qui doit l'emporter (cf. ZSR 1932 p.

653 a sq.). A vrai dire, apres la promulgation de la Loi suisse, ladite convention a ete revisee a Rome en 1928, et cette revision a ete enreinee par le vote de l'Assemblee federale le 18 decembre 1930. Mais la conference de Rome n'a apporte a l'art. 13 du traite que des modifications de pure forme. Apres comme avant, la substance de cet article est demeeuree la meme. Pour la Suisse, il reste donc bien la disposition ancienne, qu'on ne saurait opposer a la disposition recente, soit a l'art. 21 I. f. Il resulte de ce qui precede qu'en achetant les disques dont il s'agit en l'espece, Steenworden a acquis le droit de les faire jouer en public, sans avoir a payer une nouvelle taxe. La demande de la Soeieie des auteurs n'est donc pas fondee, et le jugement cantonal qui l'a admise doit etre reforme. Par ces motifs, le Tribunal federal prononce : Le recours est admis. Le jugement cantonal est reforme en ce sens que les conclusions de la demande sont completement rejetees. Lang Druck AG 3000 Bern (Schweiz) I. FAMILIENRECHT DROIT DE LA FAMILLE ö. l. orteU aer 11.

Zivl&bteUung vom 9. November 1933 i. S. Ituratli gegen L.ocher. Vaterschaftsprozess. Bestätigung der Rechtsprechung, wonach der Streitwert der nicht auf Standesfolgen gerichteten Vaterschaftsklage einer vermögensrechtlichen Schätzung unterliegt. Bei der letztem sind die verlangten Unterhaltsbeiträge zu kapitalisieren auf den Zeitpunkt des der Klageanhebung zu nächst liegenden (vergangenen oder künftigen) Geburtstages des Kindes. Erw. 1. Bittproben als Beweismittel im Vaterschaftsprozess. Erw. 3. A. - Mit Urteil vom 30. Mai 1933 hat das Obergericht des Kantons Zürich den Beklagten als ausserehelichen Vater des von der Klägerin am 5. Dezember 1931 geborenen Knaben Ernst erklärt und ihn verpflichtet, der Klägerin 500 Fr. zu bezahlen und an den Unterhalt des Knaben monatlich 50 Fr. beizutragen. Die Begründung dieser Entscheidung lässt sich wie folgt zusammenfassen : Der Beklagte habe, obwohl er es zunächst bestritten habe, schliesslich zugeben müssen, dass er die Klägerin mehrere Male im Hause ihrer Eltern aufgesucht habe. Darüber hinaus habe das Beweisverfahren ergeben, dass er einmal in dem auf die Fastnacht 1931 folgenden Monat, also innerhalb der kritischen Zeit, eine Nacht mit ihr zusammen in der Wohnstube ihres Elternhauses geblieben sei und zwar von ca. 11 Uhr nachts an allein. Die Gerichtspraxis sei immer davon ausgegangen, dass dann, wenn Parteien eines Vaterschaftsprozesses in der Nacht allein blieben, zumal wie hier von nachts 1 Uhr bis zum Morgen. anzunehmen sei, es habe Geschlechtsverkehr stattgefunden .. AB 58 II - 1933

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.